



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau à Dakar

Bureau régional
pour l'éducation
en Afrique

0

LES ETAPES D'IMPLANTATION DE LA RADIO EN AFRIQUE NOIRE

Par

Jean-Pierre Ilboudo

Conseiller Régional de l' UNESCO pour la communication et l' Information

Conférence prononcée à l' occasion de la Journée
Mondiale de la Radio à Dakar, 13 Février 2014

INTRODUCTION

Les historiens de la radio sur l'Afrique Noire ont eu coutume de faire les périodisations suivantes, lorsqu'il s'est agi de faire une diachronie de la radio en Afrique noire :

1. Les premiers postes émetteurs en Afrique Noire,
2. La radio en Afrique Noire pendant la deuxième guerre mondiale
3. La radio et la décolonisation,
4. L'indépendance des Etats et la radiodiffusion qui comprend évidemment le transfert des équipements et l'africanisation de la radio,
5. L'évolution socio-historique de la radio rurale.

Cette histoire n'est pas une archéologie de la TSF ni anthropologie politique des années 50 à 60.

Par contre, il s'agira faire ressortir ici, les caractéristiques essentielles de ces périodes et les faits marquants de l'histoire de la radio surtout à la veille des indépendances, période qui éclaire mieux l'histoire de ce qui nous concerne ici.

I- Les étapes d'implantation de la radio en Afrique Noire.

1. LES PREMIERS POSTES EMETTEURS EN AFRIQUE NOIRE (1924-1939)

Ce qu'il faut retenir de cette période qui va de 1924 avec l'installation des premiers postes dans l'union sud africaine à 1939, avec la discussion par les gouverneurs de l'Est africain anglophone (Ouganda, Tanzanie et Kenya), sur l'installation des postes pour les indigènes, **c'est que dans les colonies françaises de l'Afrique noire, l'implantation de la radio fut tardive : il semble bien qu'il eut de véritable poste émetteur dans la capitale de l'ex AOF, Dakar, qu'en 1939.**

Si à Madagascar, il y avait déjà en 1939, un poste installé et exploité par le Gouvernement colonial, l'existence d'un poste émetteur différent du TSF qui liait Pointe Noire à Brazzaville en 1939, remonte seulement à 1936 avec le fonctionnement d'une radio club installée par M. BOILEAU, un européen qui diffusait sans autorisation et l'avènement de la radio -Léo en 1937.

En conclusion de cette période, il faut noter que les émissions de radio – qu'elles soient

distribuées de la métropole, redistribuées ou émises en Afrique même, apparurent assez vite comme un moyen de renforcer la colonisation auprès des cadres indigènes. Les premiers contacts des africains avec la radio furent établis par ceux qui fréquentaient les missions ou les écoles, sans compter les Africains étant allés en métropole (étudiants peu nombreux, soldats plus nombreux).

La redistribution par fil ou les récepteurs collectifs, ont contribué à cette première sensibilisation, principalement dans les villes.

En 1939, M. TWINNINGS, l'assistant du Gouverneur de Kampala en Ouganda, indiquait dans son rapport, que la radio apparaît comme un instrument de l'administration mais aussi comme un instrument d'éducation sanitaire et agricole ; les cibles étant les citadins.

2. LA RADIO EN AFRIQUE NOIRE PENDANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

La guerre avait d'abord stoppé l'évolution de l'équipement radiophonique, faute de ressources financières et surtout de techniciens.

L'utilisation des ondes courtes rendait possible cette inversion du flux radiodiffusé.

C'est dans l'Afrique sous domination anglaise que le développement de la radio fut le plus sensible. La BBC multiplia ses émissions vers l'Outremer pendant la guerre et fit un effort de diffusion surtout vers l'Afrique du Sud pour contrebalancer la radio allemande diffusant sa propagande auprès des Afrikanders, c'est en fin 1940 qu'est organisé un programme africain de la BBC.

L'Afrique était une préoccupation assez nouvelle pour la BBC et les initiatives locales jouèrent un rôle très important.

On signale en effet, en 1940 déjà, les activités d'un radio-amateur sur ondes courtes à Lusaka. On signale également l'apparition des postes récepteurs dans plusieurs villages, postes apportés par les missionnaires.

La radio d'Accra qui avait reçu un émetteur plus puissant en 1939, développa ses programmes en français et en langues locales (Exé, Twi, Haoussa).

La radio apparaissait au Ghana comme un instrument indispensable pour justifier la participation des troupes africaines dans la guerre car la Gold Coast était entourée de territoires français dirigés tout d'abord par des représentants du Gouvernement de Vicky,

disposant du poste de Dakar jusqu'en 1942.

Au Nigeria, c'est à partir de 1939, que le département des Postes et Télécommunications et le Département Fédéral de l'Information firent fonctionner la radio.

La radio démarra au Soudan en Avril 1940, près de Khartoum, à Ondurman, et diffusait dès Août 1941, des chansons soudanaises, dont la réception se fit sur des postes d'écoute collective. Mais réellement, Radio Oudurman diffusait ses programmes pour distraire et riposter à la propagande italienne.

La même année 1941, l'émetteur de Nairobi diffusa en langues locales pour les troupes africaines ; on signale que les licences des postes récepteurs au Kenya passèrent de 3.622 en 1939 à 6.700 en 1944 ; l'essentiel appartenant aux indiens et aux européens.

A Zanzibar, trois haut-parleurs furent établis pendant la guerre ; c'était la première approche de la radio par la population africaine.

La radio a joué un rôle important dans les colonies françaises ; d'abord parce que celles-ci étaient devenues rapidement un enjeu entre le Gouvernement de Vichy et les partisans du Général de Gaule ; mais aussi parce que la radio fut le premier moyen et presque le seul, au début, à résister en France même.

Contre la propagande du régime de Vichy, furent utilisées Radio Nairobi, en direction des français habitant Djibouti et Madagascar, s'opposant ainsi aux émissions de Radio Tananarive. Radio Brazza en ondes courtes fut développée dès 1941 ; elle connut son apogée en 1943 et devient la Voix de la France combattante.

Au Cameroun, la radio fut introduite en 1941, à Douala pour diffuser les communiqués de la France Libre ; les émissions furent interrompues à la fin de la guerre dès 1944. Toutefois, à la demande des autorités, elles furent reprises et élargies en 1946.

Au Congo-Belge, l'époque de la guerre suscita la naissance de nouveaux postes émetteurs ; d'abord en 1940 fut créé par le Gouvernement général, un poste officiel Radio Congo Belge puis à partir de Janvier 1942, un poste privé Radio-Elisabeth fut lancé par des amateurs.

En Ethiopie, libérée de la domination italienne par les armées anglaises, le Négus restauré, Haïlé Sélassié instaura en 1941, un poste de radio ; ce fut la première radio africaine dont la création était indépendante au pouvoir colonial.

Au total et par rapport à cette période, on peut dire que l'époque de la guerre vit naître de nouveaux émetteurs en Afrique Noire.

Cependant la radio reste encore très peu développée ; elle est surtout écoutée par des populations d'origine européenne, ce qui explique son implantation plus importante en union sud-africaine, en Rhodésie du Sud.

3. LA RADIO ET LA DECOLONISATION

L'Afrique Noire connut une décolonisation parfois précédée d'un mouvement de révolte (au Kenya, dans les colonies portugaises), souvent négociée avec les métropoles, engendrant la guerre civile dans l'ex-Congo Belge faute d'avoir été préparée.

L'organisation sur le modèle de la BBC, dans les pays de domination anglaise, donna plus d'importance à la radio dans l'émancipation de ces régions ; par contre, le système français centralisé, dont héritèrent les anciennes colonies françaises, fut adopté par presque tous les états après leur indépendance.

En Afrique anglophone, il ne semble pas que la radio ait joué un rôle important dans la décolonisation ; les leaders africains (notamment ceux qui siégeaient dans les Assemblées françaises) usèrent davantage de la presse et de leur rôle de médiateurs.

La radio fut utilisée pour maintenir les particularismes ; exemple : la création de radio-Lomé en 1953 cherchait à contrebalancer l'influence de Radio Gold Coast diffusant en Ewé.

Enfin, la radiodiffusion a joué dans les pays d'Afrique Noire sous domination française, un rôle favorable à la prise de conscience politique en vue de l'émancipation progressive : celle-là a contribué à la mise en place d'équipes dirigeantes africaines en application de la loi-cadre DEFERRE de 1956.

4. L'INDEPENDANCE DES ETATS ET LA RADIODIFFUSION

(Le transfert des installations)

La création de la SORAFOM dans les années 1950 et celles de la SOFIRAD par la suite, vont faciliter le transfert des équipements et des installations de la radiodiffusion aux nouveaux Etats indépendants d'Afrique Noire.

Dès 1959, sont mises en place la plupart des radiodiffusions nationales. Elles vont émettre

essentiellement dans la langue de l'ancien colonisateur et parfois en une ou deux langues nationales ; surtout pour affirmer le rôle du nouvel Etat indépendant ; la radio devient ainsi un attribut de l'indépendance de ces pays.

Avant même les indépendances, il existait des émissions radiophoniques destinées à donner aux populations des conseils d'hygiène et de santé ou d'économie pratique, notamment pour les agriculteurs. Mais la plupart de ces premières émissions agricoles étaient diffusées en langues étrangères comme l'anglais pour l'émission " la famille cacao " au Ghana.

La mise en place d'un réseau de radiodiffusion par la SORAFOM concourait à la préoccupation tardive sans doute d'informer les populations. Un transfert de technologies a été opéré par les puissances coloniales avec des formes et des buts différents selon les pays. Toutefois, l'utilisation des techniques de la radiodiffusion s'est accompagnée partout d'émissions véhiculant des modèles occidentaux politiques et culturels.

La radio est un fait urbain dans un monde principalement rural. L'ouverture de la radio aux africains a été voulue d'avantage par les hommes des métropoles pour leurs ressortissants dans les colonies. Les Africains en contact avec les Européens (ceux qui allaient suivre des études en Europe) contribuèrent à cette évolution qu'accéléra la décolonisation.

Aux indépendances et dès la proclamation des premiers gouvernements, et souvent avant même la proclamation de l'indépendance, l'importance de la radio comme moyen d'information, avait amené la plupart des états de la communauté française à négocier avec la SORAFOM l'installation des postes émetteurs. Le processus de transfert des techniques et des installations fut lent et différent selon les pays, et le degré de développement de la radio.

Le premier anniversaire de la radio fut souvent choisi par les pays africains pour la proclamation de l'indépendance. C'est ainsi que le 5 Décembre 1959, une inauguration d'un émetteur de 25 kw à Bingerville (Abidjan) a été remise en Côte d'Ivoire. C'est durant la même période que fut ouverte la radio du Niger. La SORAFOM assurait l'installation technique de l'équipement et les pays, la gestion.

L'introduction des langues locales a été opérée dans plusieurs anciennes colonies anglaises. En Août 1960, dans les pays ayant appartenu à la communauté française, seuls le Congo et le Gabon n'émettaient qu'en français. La plupart des états avaient des émissions en langues

nationales : 100 % dans l'une des deux chaînes de Madagascar, 44 % à Radio-Niger, 40 % à Radio-Garoua (Cameroun), 39 % des émissions de Radio-Sénégal, 37 % pour Radio-Mauritanie et Radio-Thad, 30 % pour Radio-Haute Volta, 26 % pour Radio-Mali, 22 % pour Radio-Bangui, et 20 % pour Radio-Lomé.

II-L'EVOLUTION SOCIO-HISTORIQUE DE LA RADIO RURALE

Dans l'ensemble des études sur la radio rurale que nous avons eu à consulter, trois seulement vont dans le sens de nos investigations, à savoir que les radios éducatives ne sont pas le fruit d'initiatives nationales, mais d'initiatives découlant de l'idée des tribunes radiophoniques en vogue dans l'Europe des années 50.

L'idée de la tribune radiophonique avait déjà été mise en application en Europe et aux USA, mais l'expérience la plus intéressante est celle du Canada. Créée en 1941, grâce aux efforts combinés de l'association canadienne pour l'éducation des adultes, de la Fédération canadienne de l'agriculture, et de la société de Radio-Canada (Canadian Broadcasting Corporation), l'expérience a atteint son apogée en 1949-50, années au cours desquelles elle comptait 1600 groupes répartis dans tout le pays. Elle totalisait quelque 30.000 auditeurs ; cette tribune du Canada a fonctionné jusqu'en 1966.

A partir de 1956, et sur l'initiative et le patronage de l'UNESCO, l'Inde a adopté cette stratégie de tribune radiophonique. Son expérience portait sur les problèmes de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des conseils du village. En esquisant de telles questions fondamentales, les experts de l'UNESCO se lancent dans leurs missions d'aide aux pays sous-développés. En effet, jusque dans les années 70, l'une des principales tâches de l'UNESCO a été de mettre la radio au service de l'éducation des adultes dans les zones rurales.

La méthode utilisée a été celle de la tribune radiophonique du Canada dont les possibilités ont été explorées à l'occasion d'une enquête pilote de l'UNESCO réalisée en Inde, dans la région de Poona. Les groupes d'auditeurs étaient au nombre de 200 environ lorsque l'UNESCO décida de chercher à savoir si l'aide technique fournie par la tribune radiophonique mise au point dans les hivers rigoureux du Nord ne serait pas tout aussi efficace dans les villages des autres parties du monde.

C'est comme cela qu'en 1956, un projet pilote est mis en exécution par l'UNESCO dans 150 villages en Inde et plus tard en Afrique. Malgré les rapports optimistes sur l'extension des

tribunes radiophoniques dans toute l'Inde, l'échec cuisant de la politique agricole et la misère dans laquelle étaient les paysans indiens poussent à l'inquiétude sur l'action véritable de cette forme d'éducation.

L'utilisation des moyens de communication de masse n'a pas en tout cas résolu les problèmes cruciaux des populations rurales dans la mesure où les techniques sont au service des firmes agro-industrielles, des gros propriétaires fonciers. C'est lors de la réunion de l'UNESCO sur le développement des moyens de communication en Asie du Sud-Est (1966) que les gouvernements ont été priés d'encourager la création des tribunes radiophoniques.

L'Afrique ne fut pas en reste car la réunion de l'UNESCO sur la radio éducative en Afrique tropicale tenue à Moshi en Septembre 1961 (Tanganika) a d'abord pris note de l'expérience indienne et demandé à l'UNESCO de financer et d'organiser une expérience pilote de tribunes radiophoniques rurales dans un pays africain en collaboration avec l'organisme national de radiodiffusion de ce pays et de publier les résultats de l'expérience en vue de les mettre à disposition de tous les intéressés. C'est ainsi que Ghana fut choisi comme premier terrain d'expérimentation pilote en 1964-65.

L'UNESCO a également organisé à l'intention des spécialistes des services de la radio et de l'éducation des pays africains deux cours régionaux de formation à l'emploi de la radio pour l'éducation des adultes en zone rurale. Le premier cours a eu lieu à Kampala (Ouganda) du 19 Novembre au 22 Décembre 1962 pour treize pays anglophones et du 18 Novembre au 21 Décembre 1963 pour dix-huit pays francophones.

Il faut également citer parmi ces initiatives la réunion des treize pays francophones avec la FAO en 1966 à Gisenyi au Rwanda. Les objectifs de cette rencontre internationale sont synthétisés dans la déclaration suivante : " Après avoir étudié en profondeur tous les agriculteurs, des femmes et de la jeunesse rurale, la réunion a souligné que la radio rurale et les programmes de la radio agricole doivent jouer un rôle de plus en plus important dans le développement économique des pays et dans l'augmentation du niveau de vie des populations agricoles ".

Des groupes d'écoute collective appelés radio-club fonctionnaient dans quelques pays déjà comme le Niger où l'association des radios clubs du Niger (ARCN) fut créée en 1962 par Guy Robert. Enfin, cette réunion internationale a demandé la généralisation de l'extension de la tribune radiophonique. C'est à partir de telles données de base que va naître l'idée des

radios rurales éducatives et/ou les radios agricoles dans la plupart des pays africains.

Il faudrait souligner que les radios clubs ont connu des fortunes diverses dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest. S'ils étaient au nombre de 714 au Bénin, de 580 au Burkina encore en 1980, ils ont tous disparu aujourd'hui. Les raisons sont multiples, que nous ne voudrions pas énumérer ici, sinon dire que les clubs ont souvent été créés sans que l'on ait au préalable identifié un besoin venant des communautés ou sans y avoir impliqué les premiers concernés

C'est ainsi que la radio rurale éducative du Sénégal fut créée en 1968, celle du Bénin également en 1968, du Burkina en 1969, au Togo en 1970 et nous passons sur d'autres non moins importantes.

Il serait utile de souligner que la radio rurale en Afrique noire connu plusieurs évolutions allant de la radio agricole des années 60 aux radios clubs de la fin des années 60 à la moitié des années 70, en passant par des radios rurales classiques ou radios éducatives à partir de la deuxième moitié des années 70 pour aboutir à la radio rurale locale de type communautaire des années 80.

Aujourd'hui, nous assistons à l'éclosion des radios privées commerciales, associatives ou communautaires qui utilisent des langues nationales et qui revendiquent les fonctions et les espaces de la radio rurale.

Evolution de la radio rurale : de la radio agricole à la Radio locale de type communautaire

Traiter aujourd'hui du rôle et de l'usage de la radio rurale revient tout d'abord à se poser la question de la place de la radio rurale dans le nouveau paysage médiatique africain, notamment le paysage radiophonique marqué par la dérégulation et la démonopolisation des ondes. Face à ce pluralisme radiophonique, quel rôle revient à la radio rurale dans l'avènement d'une société civile ? Quel peut être l'avenir des radios rurales africaines, que dis-je, des radios publiques, eu égard au nombre sans cesse croissant des stations locales, qu'elles soient de type commercial, communautaire ou associatif ?

Avant de réfléchir ensemble à cette nouvelle problématique qui se pose à nous en ce début du XXI^e siècle et qui reste un défi majeur, il faut faire l'histoire de cette évolution. En effet, la radio rurale a connu des formes et des objectifs différents ; la rapidité avec laquelle ses rôles et usages évoluent s'explique par le fait que la radio rurale ne peut plus être considérée comme une technologie éducative indépendante du système social, ni des politiques

d'intégration au profit de la conservation du pouvoir par les équipes dirigeantes en place. Plus ou moins rapidement, les Etats africains, les gouvernements qui sont les décideurs en ce qui concerne tout changement important à la radio ont pris conscience du fait que la majorité des émissions répondaient aux goûts et aux besoins des citadins. Il y a eu donc une nécessité de repenser les émissions pour les ruraux : d'où l'émergence du concept de radio rurale. Comment s'est opérée cette évolution ? A des rythmes différents selon les pays ; envisageons ensemble ce que nous considérons comme étant les étapes fondamentales de ce développement successif ou simultané.

De la Radio agricole aux radios forums ou radio-clubs

Il existait, avant même l'indépendance, des émissions radiophoniques destinées à donner aux populations des conseils d'hygiène et de santé ou d'économie pratique, notamment pour les agriculteurs ; ainsi donc, la radio en Afrique noire fut utilisée très rapidement par les nouveaux Etats (dès 1956 au Cameroun, dès 1957 au Mali, ou en Afrique anglophone, notamment au Nigeria, dès 1954 au Ghana) pour soutenir la politique de développement économique. Dès la veille de l'indépendance, en 1956, Radio Accra utilise les langues ghanéennes et organise des émissions pour les ruraux ; pendant deux ans, une émission hebdomadaire intitulée " La famille cacao " consacrée à la vie sur les plantations de cacaoyer, était diffusée. En 1957, des causeries sur l'agriculture furent diffusées à la Radio Ghana, mais en anglais.

Au Bénin, même si en 1960-61 Radio Dahomey diffusait une émission spéciale en langue *fon* contre l'abattage du palmier à l'huile, c'est également en cette même année que le gouvernement du Dahomey fit appel à la FAO pour concevoir un service de radio agricole. Ce service de radiodiffusion a travaillé en collaboration avec la direction de l'agriculture basée à Porto-Novo ; le projet pilote a démarré effectivement en 1967 et a utilisé six langues pour produire des émissions traitant de la plantation du palmier, de l'aménagement des champs de maïs et de l'introduction de la culture du riz et du coton.

Au Niger, la création de l'Association des radios-clubs en 1962 et le lancement de ses premières émissions en 1965, ne se sont pas éloignés de la politique de la radio agricole ; des thèmes relatifs aux semences sélectionnées, à la préparation des sols, aux engrais, à l'embouche bovine ont dominé l'ensemble de la thématique qui a abordé d'autres sujets tels que la commercialisation des produits vivriers, les cultures irriguées, l'hygiène de l'eau, la femme au foyer, l'assemblée nationale, la culture attelée, etc.

Au Nigeria, à la radio de Kadouna, un programme pour les agriculteurs diffuse des encouragements à la mécanisation agricole, à l'emploi des nouvelles semences.

Au Kenya, dès 1962, l'émission " L'éducation par la radio " diffuse des conseils agricoles. La radio connaissait une grande diffusion dans les pays de l'Afrique dite anglophone ; il s'agit souvent d'émissions produites par le ministère de l'agriculture qui possède souvent ses propres unités de production radiophonique.

Dès 1966 au Cameroun, des conseils agricoles sont diffusés en *fulfuldé* ou *fulani*, en *haoussa* sur les stations régionales. En Côte d'Ivoire, l'émission " La coupe nationale du progrès " créée en 1966 mêle vulgarisation d'informations agricoles, musique traditionnelle et compétition entre sous-préfectures dans les efforts pour améliorer les productions agricoles et les conditions sociales.

Des usages sont nombreux qui attestent de cette première orientation de l'utilisation de la radio pour le développement ; ce fut le cas de Radio progrès du Bénin dans les années 1968-69 et du concours radio-développement de la radio rurale voltaïque en 1975. Il est important de souligner que le système de ces radios-clubs fut adopté par les autres pays, Ghana (1956), Niger (1962), Bénin (1967-68), Burkina Faso (1969), Togo (1970) mais désormais – et c'est une deuxième phase – il s'agit plus de sensibiliser l'action de la radio mais d'utiliser la radio comme soutien à la politique agricole, et, d'une façon générale, à la politique envers les ruraux.

La radio agricole avec ou sans appui des clubs d'écoute collective (radio-clubs) a été considérée comme un supplément à la vulgarisation agricole et dans une certaine mesure comme un palliatif de l'insuffisance des services d'encadrement ; il s'agissait, par l'émission, de donner à la population paysanne des informations brèves et rapides (microprogrammes) pour une amélioration de leur production agricole. La radio agricole sera souvent considérée comme une école radio, utilisée pour amorcer la structuration des groupements pré coopératifs.

Les radios agricoles se sont vite transformées avec la mise en place des clubs d'écoute collective, nous l'avons dit ; cette deuxième phase, que nous appellerons ici " la stratégie de la radio forum " ou " de la tribune radiophonique ", est une stratégie qui associe l'écoute, la discussion et la décision, à l'instar de la philosophie de l'association des radios-clubs du Niger :

- considérer d'abord les faits observables (voir, partir des faits) en

procédant par énumération, description, comparaison, distinction, classement et définition) ;

- évoquer les idées (chercher à comprendre, rechercher les conséquences, les lois, les théories) ;
- envisager des actes en déterminant le but, les moyens et les méthodes.

Quels enseignements tirer de ces deux modèles qui ont évolué presque l'un dans l'autre ?

Même si l'impact des émissions de la radio agricole, (se faisant l'écho des services et programmes de vulgarisation), a permis un accroissement sensible de cultures de rente dans les années soixante-dix dans la plupart des pays africains, on peut affirmer d'abord que la radio agricole a péché par une approche réductionniste du développement qu'elle a ramené au simple accroissement du rendement agricole (on a préféré axer les messages sur les problèmes ruraux que sur les concepts du sous-développement), on peut ajouter également que le changement socio-économique n'est pas appréhendé de manière globale. Il y a un refus de l'action politique en faveur de la mobilisation rurale. Le travail d'éducation se fait dans l'isolement, c'est-à-dire sans collaboration avec d'autres sources s'occupant de la promotion du monde rural.

Pour ce qui est des radios-clubs, il a été difficile de montrer à long terme que tel ou tel changement est dû aux forums ou à d'autres influences agissant dans la communauté. On a éprouvé également des difficultés à évaluer les coûts de tribunes radiophoniques : personnel (animateurs des radios-clubs), matériel (postes radio distribués : 714 au Bénin en 1973 et 580 au Burkina Faso en 1980), impression des rapports d'écoute, leur acheminement, etc. Mais les contraintes majeures des radios-clubs ont été de quatre ordres :

- la carence des réseaux de facilitateurs permanents en contact direct avec les villageois et les animateurs ; seuls les rapports écrits ont pu établir le contact entre les deux bouts de la chaîne ;
- le centre de production fut également isolé des groupes d'écoute et n'a pas pu bénéficier du feed-back nécessaire au progrès du programme radiophonique ;

- il y a eu aussi un défaut de coordination entre les programmes de radio rurale et d'autres projets préparés dans d'autres ministères ou par d'autres organisations non-gouvernementales (l'éternelle question des comités techniques interministériels) ;
- les clubs ont souvent été créés sans que l'on ait au préalable identifié un besoin venant de communautés ou sans y avoir impliqué les premiers concernés ; après la phase de fascination, on est vite passé à la phase de critiques, puis de saturation ; ce qui a entraîné la désaffection des membres des Radio-clubs.

2- DE LA RADIO RURALE CLASSIQUE OU RADIO EDUCATIVE A LA RADIO RURALE LOCALE DE TYPE COMMUNAUTAIRE

Les campagnes d'action et de propagande menées à la radio à partir des directions et des directives des capitales des Etats n'eurent donc pas souvent les résultats escomptés ; mais voit-on un changement de conception, une troisième phase qui s'inspire de l'expérience des radio-clubs ?

Gisenyi (Rwanda) et Moshi (Tanzanie), 1966

La radio pour les ruraux n'est plus considérée comme un secteur de la programmation (avec des émissions d'information agricole comme il y a des émissions pour les jeunes ou des émissions d'informations techniques) mais comme un organisme autonome au sein de l'administration de la radio

Au Sénégal, on créa en 1968 (même si l'idée remonte à 1960) la radio éducative rurale, cherchant à dépasser les expériences précédentes et en la concevant comme un programme d'ensemble de développement rural intégré. Au Burkina Faso, la radio rurale du même type a vu le jour en 1969, s'inspirant beaucoup des émissions de la division de l'animation rurale de radio Mali. Ces radios rurales ou éducatives rurales des années soixante-dix ont tranché par leur liberté d'expression (exemple de " Disoo " au Sénégal) et surtout par une augmentation des programmes touchant l'agriculture, l'élevage, la santé, les informations, la culture (musique, contes), etc.

Elles n'ont pas seulement voulu modifier les méthodes de cultures mais elles ont aussi voulu reconvertir l'état d'esprit par une modification profonde des comportements. En fait, les différentes phases et méthodes, les différents objectifs et la multiplicité de leurs

combinaisons devraient amener à parler des radios rurales au pluriel. La problématique majeure de ces radios rurales réside dans le choix de la stratégie de diffusion. Malgré des horaires fixes de diffusion, l'émetteur n'a pas la possibilité de vérifier l'effet de son message face à un auditoire inorganisé. Le courrier des auditeurs ne prouve pas que le message, après avoir été reçu, a été assimilé ou a été suivi d'une action concrète. D'autres part, il faut répéter le message radiophonique plusieurs fois parce qu'il est éphémère, et on se heurte aussi aux contraintes d'horaires.

Enfin, ce ne sont pas tous les chefs et directeurs des programmes qui accordent beaucoup de temps et les meilleures tranches d'écoute aux émissions éducatives. La contrainte qui a sérieusement influencé le fonctionnement des radios rurales a été le manque de moyens financiers que l'on a remarqué après la fin des projets qui soutenaient ces radios rurales.

En effet, la crise économique qui frappe le continent depuis plus de trois décennies et dont les effets dévastateurs se font sentir au niveau de l'économie des pays africains, n'a certainement pas épargné le monde de la communication. Le tarissement des financements tant intérieurs qu'extérieurs s'est généralement traduit par une crise de la production radiophonique au niveau des stations africaines, singulièrement dans le domaine de la radio rurale. Celle-ci, qui avait amorcé un essor remarquable au cours des années soixante-dix, s'est vue peu à peu confinée à un type de production bureaucratique, faute de moyens nécessaires pour aller là où se trouvent les paysans dans les zones rurales. Sous peine d'asphyxie complète, un second souffle doit être trouvé.

Généralement juste après la crise, on a constaté que la radio rurale a joué un rôle partisan en se mettant beaucoup plus au service des sociétés d'intervention et des projets de développement capables de payer les frais de sorties sur le terrain qu'au service des villages qui attendaient des visites de la radio dans le cadre de sa mission de service public.

Pour faire plus avec une logistique diminuée, les communicateurs ruraux doivent déployer des trésors d'imagination en s'inspirant de l'expérience des autres peuples et en prenant appui sur les possibilités nouvelles offertes par le progrès de la technologie.

Les radios rurales africaines se sont très tôt heurtées au manque de cadres compétents formés pour la tâche, aux difficultés liées à l'écoulement du produit fini en raison des contraintes de coexistence avec les émissions en langues étrangères sur les mêmes antennes, au problème des langues devant être utilisées pour toucher l'auditoire cible, à la censure de classe tendant à ne laisser passer que tout ce qui ne remet pas en cause l'ordre social, politique, culturel et économique environnant. De là, un manque de crédibilité qui

prédisposait à un échec de la communication.

Autant réclamait-on vigoureusement un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, autant on se faisait presque rien pour que cela change au plan intérieur où l'ordre n'était autre que celui établi par une poignée d'agents techniques, soit disant " facilitateurs du développement " aussi sur des certitudes inébranlables et propageant la bonne nouvelle du séminaire CIERRO-ACCT de perfectionnement des programmeurs de la radio rurale tenu à Ouagadougou en 1981. je cite :

" Le studio se transforme en église où ne jouent que les grandes orgues, d'où plus aucun son extérieur ne parvient, où seule est amplifiée la parole qui tombe de la chaîne de vérité. Le fidèle qui la reçoit, ayant le sens du sacré, promet en son for intérieur de se conformer aux bons principes du surnom, mais une fois hors de la cathédrale, il suit un autre chemin, ceci au grand étonnement du gentil prédicateur qui croyait sincèrement avoir convaincu sa paroisse du bien-fondé de ses arguments ".

Quoique la rigueur de ce jugement trahisse son caractère quelque peu excessif, l'on ne peut que constater le caractère pervers de la circulation de l'information telle qu'elle est organisée par certains services ou organismes de radio rurale ; circulation univoque qui débouche en dernière analyse sur une situation " d'incommunication ". Parmi les solutions alternatives, la promotion de radios rurales locales en Afrique se situe au cœur des débats menés par les professionnels de la communication rurale depuis le début des années quatre-vingts à l'occasion de diverses rencontres suscitées par des organisations telles que l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique (URTNA) à travers son Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (CIERRO).

Au début des années quatre-vingts, la réflexion autour de l'action de la radio rurale a conclu à la nécessité de remettre en question les méthodes d'approche du monde rurale expérimentée jusque-là et de rechercher de nouvelles voies pour l'établissement d'une meilleure communication.

Du 4 au 28 Octobre 1981 se tenait à Ouagadougou (Burkina Faso) un séminaire de perfectionnement des programmeurs de la radio rurale, conjointement organisé par l'ACCT et le CIERRO. Ce séminaire regroupait quinze participants venus du Togo, de Mauritanie, de Tunisie, du Niger et du Burkina Faso. A l'issue de ces travaux, le rapport de ce séminaire affirmait que " si elles ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, les radios rurales ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto

éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations ”.

Les séminaires convinrent que la radio rurale locale pouvait constituer une novation à même de jeter les bases d'un renouvellement possible de la communication en Afrique, s'orientant vers une pédagogie participative liée aux problèmes de développement.

Au début de Mai 1982, la station de radio communautaire de HomaBay dans la province de Nianza au Kenya, a commencé à émettre régulièrement dans la langue locale, le *luo*. Animée par un producteur du réseau de radiodiffusion nationale, la Voix du Kenya (VOK) et trois assistants, la station émettait chaque jour pendant une heure des programmes portant sur l'actualité locale. Les problèmes de santé et la planification des naissances relayaient les bulletins d'information en *kiswahili* de la VOK. La plupart des programmes sont établis à partir d'interviews faites sur la place du marché, dans les fermes, dans les écoles et auprès des groupes organisés comme l'Organisation féminine locale.

La création de cette radio communautaire entrainait dans le cadre d'un projet de l'UNESCO visant à créer à peu de frais une station de radiodiffusion en milieu rural dont l'équipement serait conçu et construit en collaboration étroite avec la main d'œuvre locale. Cette station utilisait un émetteur VHF/F.M. à faible puissance (10 watts) impliquant une faible consommation d'énergie, ce qui permettait d'utiliser l'énergie solaire. Le coût du matériel importé se chiffrait à 903,62 dollars US.

Il y a lieu de signaler que la station a été fermée pour cause de dissensions entre la population et les autorités.

Du 21 Mars au 8 Avril 1983 se tenait à Ouagadougou le deuxième séminaire CIERRO/ACCT sur la radio rurale locale, consacré à l'approfondissement de ce qui avait été fait en Octobre 1981. A cette occasion, les débats ont eu lieu autour du rapport “ pour une radio rurale locale ” issu du premier séminaire.

Du 29 Septembre au 10 Octobre 1986, un séminaire atelier sur la production endogène des messages à l'usage des médias communautaires a cerné correctement le concept qui a sous-tendu le vocable polynomial de radio locale, de radio communautaire, de radio libre, de radio participative. Cet atelier a également déterminé les caractéristiques du contenu et de l'orientation qu'il convient de donner aux messages diffusés par une radio rurale ; c'était sous l'égide de l'UNESCO et de l'URTNA. En Septembre 1990, un séminaire atelier sur l'articulation entre la radio nationale, la radio régionale et la radio locale s'est tenue au CIERRO avec le concours de la radio télévision suisse-romane.

Que peut-on conclure de cette évolution et des efforts pour mieux focaliser les rôles et fonctions de la radio rurale ?

Le constat d'ensemble de ces réflexions est que les radios rurales africaines sont nées presque toutes dans les années soixante, après les différentes réunions préparatoires initiées par l'UNESCO et la FAO, après surtout celle de Gisenyi au Rwanda qui a demandé la généralisation de l'extension des tribunes radiophoniques déjà existantes au Ghana (1956) et au Niger (1962) avec l'Association des radio-clubs du Niger (ARCN).

Après une décennie d'existence, on s'est vite aperçu des limites des structures d'écoute collective comme fondement des radios rurales en Afrique noire ; les échecs de l'ARCN, des radio-clubs du Bénin et du Burkina Faso sont les témoignages vivants de la désaffection des paysans de ces types de stratégies d'utilisation de la radio pour le développement. Ces limites résidant principalement en ce que (et nous répétons) les radios rurales, si elles ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations.

La question est donc bien, non pas de modifier les objectifs éducatifs de la radio rurale, mais de leur donner leur sens plein et ceci en inversant complètement les données jusqu'ici admises. C'est ce qu'essaient de faire les services de la radio rurale depuis les années quatre-vingts en adoptant une stratégie et une méthodologie interactive d'utilisation de la radio ; les émissions publiques, les débats dans les villages participent de cette stratégie et tendent à faire jouer à la radio rurale un rôle de dialogue entre les villages. Les organisations internationales telles la FAO, le CIRTEF, le CTA, etc. devraient appuyer ces efforts d'une plus grande démocratisation du rôle et des usages de la radio rurale publique.

Le fonctionnement de haut en bas, devenu un carcan

Il s'agit encore et toujours d'inventer, de réinventer la participation des paysans aux émissions, de libérer la parole paysanne, de mettre au point une école radiophonique auto-éducative où chacun reconnaît son langage et peut mieux se le réapproprier. Pareille radio ne peut que se rapprocher du terrain dont elle prétend rendre compte. L'avenir de la radio rurale est dans la radio rurale locale, dans tous les cas dans la radio décentralisée. Elle devient ce qu'en font les populations.

Une caractéristique fondamentale de ce type de radio, c'est qu'elle est communautaire et

veut répondre aux besoins de la communauté dans laquelle elle s'insère. Son moyen privilégié est la démocratisation de la communication en permettant une large participation des hommes et des femmes de la communauté locale aux différentes utilisations de la radio. Cette participation prend diverses formes selon les contextes sociaux.

Ce type de radio s'inscrit dans une utilisation alternative du médium ici concerné en s'adaptant à son environnement socioculturel. Cette adaptation est commandée par le souci d'être proche des spécificités locales, d'offrir aux populations une réelle possibilité de participation à la programmation et à la détermination des contenus des émissions et à la gestion de la radio. En mettant ainsi à la disposition d'un groupe social le moyen de diffusion de masse qu'est la radio, ces nouvelles implantations entraînent, grâce à la participation qu'elles suscitent, une certaine démocratisation. Cette démocratisation ne s'arrête pas à la seule participation des populations au médium en question mais aussi à la forme que doit prendre la radio.

La radio rurale éducative, par exemple, a des émissions d'alphabétisation et prodigue des conseils en matière de santé, d'agriculture, d'élevage, mais elle doit innover en créant des formes et genres radiophoniques attrayants qui intègrent les valeurs et le savoir-faire.

En conclusion, ces quatre aspects de la radio correspondent à quatre méthodes. La première met l'accent sur la sensibilisation des ruraux à la radio même si l'équipement en postes récepteurs est loin d'être généralisé, cette première étape est largement dépassée dans la plupart des pays. La deuxième, l'incitation – par la radio – à une action agricole en informant et en initiant à des techniques nouvelles dépend davantage de la politique agricole que de la politique d'information.

Au contraire, le troisième aspect qui donne la parole aux paysans, soutient la politique agricole par une nouvelle conception de la radio. Le quatrième modèle relève du défi démocratique car la communication radiophonique est susceptible de conduire à la démocratie qui est exigeante ; comprise et utilisée à bon escient, elle peut conférer à la radio locale, non pas une fonction de tranquillisant mais celle d'un instrument d'expression et d'éducation populaire. Ce qui ouvrira d'excellentes perspectives pour l'autopromotion paysanne.

Le débat sur l'interrogation légitime des uns et des autres sur le fait que les communautés locales ne seraient pas prêtes à assurer et à gérer des structures démocratiques en Afrique rend réticents sinon négatifs certains spécialistes de la communication sur les radios locales de type communautaire.

Nous disons que la radio est un enjeu politique pour les gouvernements et qu'accepter de la

décentraliser, de la régionaliser sous forme de radio locale communautaire revient à se dessaisir d'une partie du pouvoir au profit des communautés longtemps exclues de la scène publique administrative mais qui avaient depuis des millénaires et qui ont encore des structures de forme juridique et organisationnelle démocratique ; elles ont été longtemps confisquées pour les mobiles politiques inavoués ; qu'on les restitue progressivement, qu'ils se les réapproprient à travers les différentes organisations sociales, politiques et économiques qui émettent sur le continent, et, pourquoi pas, à travers l'utilisation des radios rurales locales.

Les expériences au Burkina Faso, en RCA, en Guinée, au Congo, en Côte d'Ivoire sous la houlette de l'ACCT méritent que l'on s'interroge sur les mécanismes d'appropriation de la station par les communautés (publics), sur le contenu des émissions et leur mode de production, sur les langues utilisées et les rôles assignés aux programmes radiophoniques.

III-LE NOUVEAU PAYSAGE RADIOPHONIQUE.

La période d'éclosion des radios privées, commerciales, associatives ou communautaires a correspondu à la montée des revendications politiques en Afrique ; des radios liées à des associations ou à des partis politiques ont revendiqué des espaces de liberté et de démocratie. Ainsi de 1989 à 1990, certains Etats, dans l'élaboration des constitutions, ont mis au point des codes de l'information qui ont autorisé la création des radios privées quel qu'en soit le type.

C'est ainsi que fin 1990-début 1991, au Burkina Faso, s'installait la première radio privée de type commercial dénommée Horizon FM. D'autres radios de type confessionnel (trois en tout pour le Burkina Faso) virent le jour entre 1992 et 1995. Au Mali, il a fallu attendre l'avènement de l'état de droit en 1992, pour voir une éclosion de plusieurs radios en milieu urbain comme en milieu rural. La tendance s'est accéléré au Niger, au Sénégal, au Cameroun où les professionnels de la communication, les associations et les communautés rurales revendiquent plus d'espaces de liberté et d'expression.

Ainsi, en fonction de leur appartenance d'origine, ces radios joueront des rôles et des fonctions politiques, culturels, spirituels ; certaines sont utilisées pour relier le village à la communauté de leurs fils restés dans l'immigration (radio de Kayes) ; beaucoup sont des radios commerciales diffusant musique et spots publicitaires.

Mais toutes diffusent des programmes relatifs à l'information service, aux questions de

santé, d'environnement, utilisant habilement les langues nationales et la musique du terroir. En fait, beaucoup d'entre elles reprennent les rôles et usages initiaux de la radio rurale avec une plus grande attention quant à cibler des groupes d'auditeurs (jeunes, femmes, agriculteurs, pêcheurs) ou des communautés entières. C'est pour cela que l'on peut se demander aujourd'hui quel sera l'avenir des radios rurales dans cinq ans.

La société civile s'organise de se dote progressivement d'outils de communication parce qu'elle a besoin de communiquer ; parmi ces outils figure la radio, parce qu'elle représente l'outil de communication le moins coûteux, que les populations peuvent facilement s'approprier. Elle dispose de la souplesse instrumentale qui lui permet de jouer les fonctions et rôles suivants :

- moyen de diffusion rapide d'informations essentielles dans une grande diversité de langues et pour les territoires géographiquement étendus ou restreints ;
- support d'un dialogue et d'un débat entre les acteurs du développement ;
- tribune d'expression des communautés rurales et urbaines ;
- outil de sensibilisation et mobilisation sociale ;
- instrument d'investigation du milieu afin de faire remonter vers les décideurs des informations authentiques sur le monde rural.

C'est pour cela qu'il est difficile de concevoir, comme on le prétend, le découpage de la " clientèle " en deux groupes opposés, l'auditoire urbain et l'auditoire rural. La réalité est plus nuancée et il nous semble que les différences et les modes de vie liés à l'appartenance ethnique ou communautaire, à la langue, au sexe, à l'âge, jouent un rôle de plus en plus important.

Les rôles et les usages de la radio rurale au XXI^e siècle se détermineront par ce qui sépare et rapproche les services radiophoniques communaux, publics, privés, religieux, commerciaux et les radios rurales existantes ; la fin du monopole a inauguré un partage des rôles. Ils seront déterminés par les libertés, les règles du jeu, les mesures de cohésion dont on aura besoin dans le cadre du pluralisme médiatique qui est né en Afrique.

Y aura-t-il des alliances entre radios ? Quelles structures d'ensemble, réglementations ou autres seront nécessaires pour permettre la cohabitation entre stations commerciales et radios publiques ? Que peut apprendre la radio publique de ses concurrents commerciaux et vice-versa ? De quelle manière fournir des prestations économiquement rentables ?

D' autre part, le secteur de la presse écrite se recompose chaque jour en raison notamment de l'apparition du numérique. Au-delà des mutations que le numérique entraîne, c'est la question de la signification du journalisme de presse écrite qui est régulièrement posée.

Le média radiophonique, quant à lui, ne semble pas menacé de disparition à court ou moyen terme. La radio demeure un élément essentiel des pratiques et du système d'information, au quotidien mais aussi lors de circonstances plus exceptionnelles ou en temps de crise. La crédibilité de l'information radiophonique reste très élevée, et supérieure à celle des autres médias. Pour autant, de nombreuses mutations marquent son évolution. L' on est en droit de se poser plusieurs questions : comment la production de l'information radiophonique intègre-t-elle ces mutations liées au numérique ? Les acteurs qui contribuent à cette production ont-ils changé, ou vont-ils changer ? L'identité professionnelle des journalistes de radio a-t-elle été modifiée ? Les contenus médiatiques seront-ils différents ? Comment écoute-t-on l'information à la radio aujourd'hui, et comment va-t-on l'écouter demain ?

Avec le développement du Web, tout notre paysage médiatique est en voie de transformation. On peut s'interroger sur la capacité de la radio à informer les citoyens dans nos sociétés contemporaines.

À partir de ses héritages, de ses pratiques actuelles, et de ses évolutions, nous poserons la question : la radio peut-elle demeurer un média d'information majeur à l'heure du numérique ?

Telles sont Mmes et Messieurs, les interrogations qui sont miennes face au thème sur l'évolution, les rôles et les usages de la radio en général et de la radio rurale de type communautaire particulièrement depuis ces cinq dernières années.

Bibliographie

- **André-Jean Tudesq, La radio en Afrique noire, Pedone, 1984**
- **André-Jean Tudesq, L'Afrique parle, l'Afrique écoute (les radios en Afrique subsaharienne) Karthala, 2002**
- **André-Jean Tudesq , Journaux et radios en Afrique aux XIXème et XXème siècles, GRET, 1998.**